

L'agitation sociale s'amplifie contre le président sud-coréen

jeudi 5 juin 2008, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juin 2008).

TOKYO CORRESPONDANT

Depuis la fin mai, des dizaines de milliers de protestataires demandant la démission du président Lee Myung-bak et la renégociation de l'accord sur l'importation de la viande de boeuf américaine se heurtent quotidiennement aux forces de l'ordre armées de canons à eau, à Séoul. D'autres manifestations ont eu lieu à Busan et à Gwangju. Elles coïncident avec un effondrement de la popularité du président Lee Myung-bak, soutenu par seulement 20 % de l'opinion, un peu plus de cent jours après son investiture.

La reprise des importations de viande américaine, qui doit être effective cette semaine, était une condition préalable imposée par Washington à la signature d'un accord de libre-échange avec la Corée du Sud. L'accès de la viande de boeuf américaine au marché sud-coréen avait été suspendu en 2003 à la suite des premiers cas de maladie de la « vache folle ».

Cette levée de boucliers contre la réouverture du marché national réveille des frustrations plus générales d'une partie de la population. M. Lee a été élu en proclamant qu'il allait « sauver l'économie ». D'un point de vue macro-économique, le pays ne va pas si mal, mais beaucoup de Sud-Coréens éprouvent de plus en plus de difficultés dans leur vie quotidienne. Les prix continuent à augmenter, la consommation a ralenti et la situation du marché de l'emploi ne s'est pas améliorée. L'augmentation du prix du pétrole ne permet pas au gouvernement de tenir sa promesse de relance de la croissance.

FERMETÉ À L'ÉGARD DU NORD

Le « pragmatisme » affiché par le gouvernement de M. Lee a un autre effet négatif : l'isolement de Séoul dans les négociations en train d'aboutir entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Soucieux de rompre avec la politique conciliante de son prédécesseur Roh Moo-hyun, issu du camp social-démocrate, M. Lee refuse de fournir une aide inconditionnelle au Nord. Le résultat a été une rupture du dialogue entre Pyongyang et Séoul.

Alors qu'une famine rampante se dessine au Nord, le Sud est paralysé par sa politique de fermeté : Séoul est d'accord pour fournir une aide humanitaire à condition que Pyongyang le demande. Or, le régime n'entend pas quémander quoi que ce soit. Dans un communiqué, une trentaine de personnalités religieuses et politiques ont enjoint, lundi, le gouvernement d'envoyer au plus vite une aide alimentaire en Corée du Nord.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 04.06.08. LE MONDE | 03.06.08 | 13h32 • Mis à jour le 03.06.08 | 13h32.